



23-12-2012

Le patronat s'attaque aux retraites complémentaires Pas question d'accepter ça !

Une fois de plus des « négociations » sont en cours entre le MEDEF et les organisations syndicales sur l'avenir des régimes de retraites complémentaires. Le sabotage des puissantes manifestations de 2010 par les dirigeants de la CFDT et des autres syndicats a permis à Sarkozy d'imposer les mesures actuelles sur les retraites, y compris sur les complémentaires.

De Sarkozy à Hollande rien de changé. Les prévisions sont comme à l'accoutumée de faire payer les salariés en accordant des subventions supplémentaires au patronat. Ce patronat qui propose le gel pendant 3 ans des augmentations de nos pensions et retraites soit une perte de 6% du pouvoir d'achat, la diminution du taux de la pension de réversion de 60% actuellement à 54%. Il avance également une autre proposition : un abattement de 10% pour les salariés qui partiraient en retraite avant la barre des 65 ans (qui va passer progressivement à 67 ans).

Ce n'est pas en allongeant le temps de travail et en augmentant les cotisations salariales que le déficit organisé des caisses de retraites complémentaires disparaîtra.

Ce ne sont pas avec les plans de licenciements massifs en cours (40 000 à 70 000 suppressions d'emplois mensuels) avec la liquidation de pans entiers de notre économie, les dizaines de milliards de dégrèvements de cotisations accordées au patronat qu'on va réduire le déficit.

Comme chez nos voisins européens (Grèce, Espagne, Portugal, Italie, Belgique, etc...), plus les gouvernements sociaux démocrates réduisent les droits sociaux dont le droit à une retraite décente, plus on dégrade la situation économique générale et plus on s'inscrit dans des dynamiques récessives.

Le Conseil d'Orientation des Retraites veut relever l'âge moyen de départ déjà effectif depuis 2010 et aussi augmenter les prélèvements sur les salariés actifs (on parle de 1,1 % pour commencer).

Les dirigeants de la CFDT, de FO, de la CFTC et de la CGC sont déjà d'accord pour que la revalorisation en 2013 soit inférieure à l'inflation. Ils se disent prêts à ce que les retraités « fassent un effort ».

Notre parti refuse que les salariés, les retraités payent.

Seule la lutte unie des « actifs et des retraités » pourra inverser le processus de mise à mal de l'économie nationale pour le profit de quelques-uns au détriment de la population de notre pays.